



PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA CULTURE

**ARRETE D'URGENCE**

**METAL BLANC à BOURG FIDELE**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu

- le code de l'environnement, notamment le livre V et les articles L 511-1 et L 512-7,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre modifié,
- le décret modifié n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- le décret modifié n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
- le décret du 25 juin 2002 portant nomination de M. Bernard LEMAIRE en qualité de Préfet des Ardennes,
- l'arrêté préfectoral n° 4366 du 24 décembre 1996 concernant les activités exercées par la société METAL BLANC dans son établissement de Bourg-Fidèle,
- l'arrêté préfectoral du 10 mai 1999 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- l'arrêté préfectoral du 4 avril 2000 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2002 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- l'arrêté préfectoral n° 2003/174 du 9 juillet 2003 donnant délégation de signature à M. Pierre CASTOLDI, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,
- le rapport SA1-JMGR/CM-N° 03/1073 du 20 novembre 2003 de l'inspection des installations classées,

**Considérant**

- que l'article L 512-7 du code de l'environnement permet au représentant de l'Etat de prescrire des mesures d'urgence ayant pour objectif de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

- que deux incidents provoqués par l'arrivée de chargements contenant des produits radioactifs au sein de l'usine Métal Blanc sont survenus le 19 mai 2003 et le 4 novembre 2003,
- que la société Métal Blanc en application de sa procédure « *déclenchement portique de détection de radioactivité* » a été contrainte d'isoler sur son site deux camions contaminés,
- que de nombreux établissements de récupération de métaux et de nombreuses fonderies ne sont pas encore équipés de portique de détection de la radioactivité,
- considérant que plus de cinq mois après le premier incident, le producteur du déchet qui en est le responsable n'a toujours pas assumé ses obligations qui consistent à reprendre dans des conditions de transport adaptées le chargement pour faire éliminer les produits radioactifs dans un centre de stockage ou de retraitement dûment autorisé.
- qu'afin de réduire ce risque, il convient d'appliquer les dispositions de l'article premier du présent arrêté,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

L'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1996, modifié par l'arrêté complémentaire du 4 avril 2000 est complété par les dispositions suivantes :

**« A l'exception des chargements de batteries, la société Métal-Blanc ne doit pas réceptionner dans ses installations de Bourg Fidèle les chargements de déchets, qui ne sont pas accompagnés d'un document attestant qu'ils ont fait l'objet d'une détection de radioactivité.**

**Cet examen pratiqué avant l'arrivée du chargement dans l'usine Métal-Blanc, doit faire apparaître l'absence d'émissions radioactives dans le chargement. »**

### **ARTICLE 2 - DELAI**

Les prescriptions de l'article n°1 devront être respectées dans un délai de 10 jours à compter de la date de notification du présent arrêté et seront levées lorsque les 2 chargements contenant des produits radioactifs actuellement immobilisés dans l'enceinte de cet établissement auront été évacués vers un centre de stockage ou de retraitement dûment autorisé.

### **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 4 - SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement susvisé.

### **ARTICLE 5 - EXECUTION ET AMPLIATION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Maire de Bourg fidèle.

Charleville-Mézières, le 15 décembre 2003

Pour ampliation  
Le Directeur

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Christian ROBBE-GRILLET

signé : Pierre CASTOLDI